

## AKTUELL

NOBEL D'UN JOUR

# Désunion européenne

Raymond Klein

**L'Europe avance-t-elle ? Prix Nobel, Union bancaire et projet de nouveau traité en donnent l'impression. Mais sa démarche est fragile, et les grands acteurs tirent de tous les côtés.**

Les leaders européens n'ont pas vraiment eu le temps d'apprécier le Nobel décerné à l'UE, que ce soit pour s'en réjouir ou pour alimenter leur réflexion. Le week-end dernier a eu lieu un sommet européen avec de longues sessions nocturnes. Au centre des débats s'est trouvé l'union bancaire entre les pays ayant adopté l'euro, mais le résultat le plus important de la réunion est le passage à une Europe à deux vitesses.

Traditionnellement, ce terme désigne l'idée qu'un groupe de pays prend les devants et procède à une intégration dans un domaine, par exemple celui des contrôles aux frontières. Ensuite, par un effet d'entraînement, les pays indécis finissent par suivre - aboutissant par exemple à un espace Schengen couvrant presque toute l'Union. Ce même modèle avait été envisagé pour la monnaie unique et pouvait sembler réaliste jusqu'avant la crise, avec quatre pays supplémentaires ayant rejoint la zone euro, plusieurs autres envisageant de le faire, et le Royaume-Uni n'excluant pas cette possibilité. Théoriquement, l'union bancaire décidée pour 2013, ainsi qu'une éventuelle fédéralisation financière et politique à venir, pourraient donner lieu au même phénomène.

En pratique, ce n'est pas le cas. A la suite du sommet, David Cameron, le premier ministre britannique, a fait savoir que les changements en cours dans l'architecture institutionnelle de la zone euro offraient l'occasion au Royaume-Uni de renégocier sa place dans l'Union européenne. En clair, Londres veut continuer à profiter de la libre circulation, notamment dans le domaine de la finance. Mais se plaçant désormais à la périphérie de l'Union, elle voudrait payer moins et se soumettre à moins de réglementations.

D'autres pays non membres de la zone euro tels que la Pologne hésitent : contrairement à Londres, Varsovie voudrait bien participer à l'Union bancaire - en attendant d'adopter éventuellement l'euro - et s'intéresse de près à la manière dont la Banque centrale européenne doit exercer sa fonction de contrôle. Or, si l'inté-

gration économique et politique au sein de la zone euro doit réellement se poursuivre, les pays « à vitesse lente » deviendront des boulets aux pieds des autres. L'introduction de la taxe sur les transactions financières en donne un avant-goût : Londres n'y participe pas et espère gagner des parts de marché aux frais des autres places financières. Le Luxembourg, qui tente la même chose, ne pourra probablement pas maintenir son refus en tant que membre de la zone euro, mais le seul moyen de pression face aux Britanniques serait de les exclure de certains bénéfices de la libre circulation des capitaux. Clairement, une union politique sérieuse, assurant la prééminence de la politique sur le marché, conduira en fin de compte à exclure du marché unique les pays qui n'ont pas suivi la voie politique.

Tout cela est cependant très hypothétique, car supposant que la France et l'Allemagne partagent le même projet de convergence européenne. Or, l'association entre François Hollande et Angela Merkel ressemble à un tandem monté à l'envers. Certes, l'apparent consensus sur un budget européen spécial pour la zone euro, sorte d'embryon d'un budget fédéral à l'américaine, constitue une avancée symbolique. Et l'idée d'un nouveau traité européen, permettant de refonder le projet européen, a été lancée par l'Allemagne et acceptée en principe par la France.

Cependant, en prévision des élections de 2013, Merkel n'ira sans doute pas très loin en matière d'innovations qui risquent de coûter à l'Allemagne. Et François Hollande a mis des conditions au renforcement et à la fédéralisation de l'Europe politique : celle-ci devra d'abord être sociale. Sur ce point, il a l'appui notamment des syndicats et d'une partie de la social-démocratie européenne, et surtout celui de la gauche française - en attendant de voir combien de social il obtiendra en échange des abandons de souveraineté, sujet hyper-sensible en France.

Le risque étant que France et Allemagne choisissent le plus petit dénominateur commun, à savoir renoncer à la fédéralisation politique autant qu'à la mutualisation des budgets. Mais alors, tandis que l'Europe « à vitesse lente » sera en marche arrière, l'Europe « à haute vitesse » ne sera ni sociale, ni politique, et fera plutôt du sur place.

## SHORT NEWS

## Du pareil au même

Le très assidu député libéral André Bauler n'en finit pas de tenter de mettre la ministre de l'éducation nationale, Mady Delvaux-Stehres (LSAP), devant les contradictions de ses réformes. Cette année scolaire, l'orientation menant vers le secondaire va subir une première adaptation. Comme l'évaluation au sein de l'enseignement fondamental se réalise sur la base des socles de compétences (qui remplacent ainsi les notes chiffrées), ce sont ces derniers qui serviront de critères de sélection. Or, la ministre n'ayant pas souhaité trancher entre l'évaluation par compétences et l'évaluation chiffrée dans le secondaire, le député souhaite savoir à quelles modalités devra se soumettre l'élève dont les parents ont contesté la décision du conseil d'orientation. En d'autres termes, l'épreuve d'accès se fera-t-elle d'après un système de compétences, de notes chiffrées ou d'un système combinant les deux ? La réponse ministérielle est claire : ces élèves devront se soumettre à des examens - qu'il s'agisse du français, de l'allemand ou des mathématiques - basés sur les socles de compétences qu'ils sont supposés avoir acquis à la fin du quatrième cycle du fondamental. Evidemment, les exigences seront différentes selon qu'ils intégreront le « classique » ou le « technique ». Beaucoup de réformes, beaucoup de bruit et de cris pour en rester à l'archaïque ségrégation.

## Arcelormittal souffle le chaud et le froid

Du nouveau sur le front de la désindustrialisation européenne, façon Arcelormittal : d'un côté, le géant de l'acier arrête le train à fil de Schiffange, comme on l'avait déjà annoncé, mais toujours sans vraiment l'admettre. Car la firme préfère parler d'arrêt temporaire. Toutefois, les syndicats au sein du comité mixte ne sont pas vraiment amusés, car leur expertise externe qui certifiait la rentabilité du site a été ignorée. De l'autre c'est l'investissement de six millions d'euros à Belval. Selon le communiqué : « Le four électrique à courant continu, en service depuis 1997, sera équipé d'une nouvelle cuve inférieure avec anodes de sole du type „Fin-Type“, d'un nouveau berceau ainsi que d'une nouvelle cuve supérieure. » C'est-à-dire que pour une fois, la direction du groupe tient ses engagements. Ce qui a sauvé la mise (pour le moment du moins), c'est probablement le fait qu'à Belval, on fabrique des produits de haute qualité dont la demande internationale ne s'est pas tellement affaiblie durant la crise. Côté français, la résistance politique s'organise au niveau local, comme en témoigne un communiqué du Conseil économique, social et environnemental de Lorraine (Cesel), qui appelle à une mobilisation générale. Et puis, en Belgique, l'annonce cette semaine de la fermeture de l'usine Ford de Genk pourrait avoir des répercussions sur les sites d'Arcelormittal, les deux entreprises étant très liées tant en Europe qu'aux Etats-Unis.

## Cargolux : escale en Tripartie

Avenir incertain pour la compagnie de fret aérien Cargolux, « sauvée » l'an dernier par l'entrée du Qatar dans l'actionnariat. Le sauvetage en question n'a pas empêché la compagnie d'accumuler les pertes, et les recettes favorites du nouvel actionnaire pour rétablir la « profitabilité » - délocaliser et s'attaquer aux acquis sociaux - ne conviennent pas aux syndicats (woxx 1183). Ces derniers ont exigé que le gouvernement « prenne ses responsabilités » et empêche ce type de solution. Après avoir longtemps été discrets, les ministres en charge, Claude Wiseler et Etienne Schneider, semblent avoir pour le moment évité le pire : la nomination d'un PDG pro-Qatar et l'adoption de mesures antisociales. D'après Paperjam, ils ont également assuré vouloir garder le contrôle de la société en maintenant la part du Qatar à 35 pour cent. Ce n'est que partie remise, car lors du CA du 30 novembre, le Qatar pourra retenter une percée. A défaut de quoi, il pourrait menacer de se retirer complètement de la compagnie, et donner raison à un autre ministre luxembourgeois. Luc Frieden, lors de la Journée de l'assurance, vient de nous mettre en garde : « Notre pays a besoin de nouveaux investissements étrangers. Quelquefois, ces investisseurs nous rappellent à l'ordre dans un monde globalisé. »